

**Sujet:** Votre message (questionnaire aux candidats à l'élection présidentielle)

**Date :** Fri, 2 Mar 2012 10:33:34 +0100

**De :** Nicolas DUPONT-AIGNAN <[nda.presidentielle2012@gmail.com](mailto:nda.presidentielle2012@gmail.com)>

**Pour :** [attacfr@attac.org](mailto:attacfr@attac.org)

**Copie à :** [eric@attac.org](mailto:eric@attac.org)

Aurélie Trouvé – Thomas Coutrot

Coprésidents – ATTAC

Madame, Monsieur,

Je vous prie de trouver ci-après ma réponse au questionnaire que vous avez adressé aux candidats à l'élection présidentielle.

## 1. Régulation financière et banques

Je partage largement vos analyses sur les « crimes économiques » commis par la finance folle. **La corbeille gouverne aujourd'hui le monde** : non seulement les autorités publiques ajustent en permanence leurs politiques aux volontés des marchés mais en plus elles sauvent le système financier de ses excès tout en lui laissant la paix, créant un aléa moral colossal.

Mes propositions pour mettre au pas la finance et la remettre au service de l'économie réelle sont les suivantes :

- **Séparer de nouveau les activités de banques d'affaires et de banques de dépôt.**
- **Renforcer le pôle public dans la banque de dépôt par la réappropriation publique d'une banque** pour mettre fin à l'inflation continue des frais et services bancaires qui sont une rente toujours plus lucrative pour le système financier.
- Etablir de nouvelles normes prudentielles nationales au regard de la crise de 2008 pour améliorer la stabilité du système et introduire des normes contra cycliques pour limiter la formation de bulles. Créer une Agence de Réglementation Financière rassemblant tous les services de l'Etat, sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances
- Créer une Zone Européenne Financière régulée et autonome (avec les pays européens qui le souhaitent), en introduisant à nouveau des contrôles de mouvement des capitaux aux frontières pour limiter l'impact des capitaux spéculatifs, y **introduire une Taxe Tobin d'au moins 0.1% sur toutes les transactions financières** et développer des normes prudentielles régionales qui ne seraient pas établies par les banquiers.
- **Réellement combattre les « parasites fiscaux », en introduisant un contrôle des changes très strict et en refusant tout échange avec les zones non coopératives.**
- Introduire une réglementation des bonus financiers pour étaler leur paiement dans le temps, les assujettir aux impôts et taxes sur le revenu et introduire des malus en cas de mauvaise performance.
- **Créer une agence de notation publique** pour briser l'oligopole des agences de notation actuelles qui ont prouvé leurs carences. Encadrer strictement leur activité pour éviter les conflits d'intérêt patents qui ont été révélés par la crise.
- **Interdire ou limiter drastiquement toutes les pratiques spéculatives** conduisant à des prises excessives de risque (titrisation, produits dérivés, hors-bilan, ventes à découvert, spéculation sur les matières premières et dark pool).

## 2. Dette

La dette publique augmente sans cesse depuis 35 ans mais le gouvernement Sarkozy est à lui seul responsable du tiers. La France est désormais à la merci des marchés financiers car sa dette explose et est possédée à 65% par des investisseurs étrangers. **Elle doit retrouver son indépendance financière.**

Comment en est-on arrivé là ? Il convient selon moi d'identifier quatre causes profondes :

- **La loi « Pompidou-Giscard » de 1973.** Avant cette date, l'État était autorisé à emprunter directement à la Banque de France qui créait de la monnaie pour financer des investissements. Désormais, l'Etat doit se financer auprès des banques et des fonds privés qui empruntent à bas taux à la BCE et prêtent à l'Etat à des taux sans cesse croissants, empochant ainsi une coquette marge.
- **Le chômage de masse.** Avec un chômage réel touchant 5 millions de personnes, les cotisations sociales et les impôts perçus sont insuffisants pour financer notre modèle social. D'où les déficits et l'augmentation de la dette, qui doivent être financés par un recours massif à l'emprunt. Ce chômage est **en grande partie dû à l'euro et au libre-échange intégral.**
- **Les différents cadeaux fiscaux offerts par l'État aux plus riches ont asséché les ressources de l'État.** D'une part, les recettes fiscales sont menacées par des niches fiscales et sociales s'élevant à 170 milliards d'euros par an. D'autre part, les bénéficiaires de ces cadeaux fiscaux se sont encore enrichis en investissant ces sommes dans les emprunts émis par l'Etat, moyennant intérêts : l'Etat paye deux fois.
- **Les réformes de l'Etat ont été mal pensées :** elles ont certes réduit les dépenses et les effectifs publics mais ont également abaissé l'autorité de l'Etat et dégradé la qualité du service public. En outre, le « millefeuille territorial » a été épargné alors que l'OCDE estime qu'il coûte à la France deux points de PIB supplémentaires par rapport aux autres pays européens.

Mes propositions pour remédier à cette situation sont les suivantes :

- **Redonner à la Banque de France le pouvoir de créer de la monnaie et de prêter à l'État à un taux de 0% afin de financer des projets d'avenir.** En outre, il est nécessaire d'inscrire dans les statuts de la Banque de France les objectifs d'inflation, de plein-emploi et de croissance. La monétisation de 100 milliards d'euros de dette publique par an permettrait de réduire les intérêts de près de 20 milliards d'euros à l'horizon 2017.
- **Limiter rigoureusement le montant des dépenses de fonctionnement hors période de crise économique.** Assurer en toute circonstance, de concert avec la monétisation, une gestion rigoureuse des finances publiques afin d'éviter l'apparition d'une inflation galopante.
- **Sortie ordonnée de l'euro** qui, surévalué par rapport au dollar, lamine notre compétitivité et nous empêche ainsi d'exporter, donc de produire et de créer des recettes fiscales. Instaurer un **protectionnisme sélectif.**
- **Réduire drastiquement les niches fiscales et sociales,** qui coûtent chaque année 170 milliards d'euros à l'Etat, et **mener une politique fiscale dynamique en faveur de l'emploi et des PME** afin de lutter contre le chômage de masse.
- Réformer l'Etat pour mieux dépenser l'argent public en redéployant les effectifs de la fonction publique et en instaurant des contrats d'objectif par ministère. Imposer une rationalisation aux collectivités locales et à la Sécurité sociale qui doivent également participer à l'effort national.

### 3. Financement des urgences sociales et écologiques

Les mesures que je propose pour lutter contre la dette, notamment la monétisation, permettront certes de dégager des marges de manœuvre pour financer les urgences sociales et écologiques. Mais c'est l'ensemble de notre modèle économique national qu'il faut repenser, en se fondant sur quatre piliers : **la sortie de l'euro, l'instauration d'un protectionnisme intelligent, une politique industrielle volontariste privilégiant les technologies d'avenir, une réforme fiscale en faveur du travail et des PME.**

#### La sortie de l'euro

Contrairement au concert des prophéties qui a accompagné la création de l'euro, la monnaie unique ne nous a pas protégés. Elle a même accentué les problèmes au lieu de contribuer à les résoudre, ainsi que l'avait prédit Philippe Séguin dès 1992. Louis Gallois, PDG d'EADS, a bien résumé la manière dont l'euro plombe notre économie : *« L'euro à son niveau actuel est en train d'asphyxier une bonne partie de l'industrie européenne en laminant ses marges à l'exportation »*

Les euros-obligations ne sont pas une solution car la source des difficultés de la plupart des Etats européens est plus un problème de croissance et de désindustrialisation qu'un problème de trésorerie. Une telle mesure ne ferait que remplir un puits sans fond, sans jamais permettre de relancer l'économie, comme on le voit chaque jour en Grèce. En outre, l'Allemagne refuse catégoriquement les euro-obligations car elle perçoit qu'elle en serait le principal garant. Enfin, la proposition consistant à recourir aux euro-obligations pour une dette équivalente à 60% PIB se heurte à une importante difficulté : qui voudra financer les dettes souveraines au-delà de ce seuil ?

Mes propositions pour retrouver notre liberté monétaire sont donc les suivantes :

- Sortir de l'Euro monnaie unique, qui, loin de nous protéger, asphyxie nos entreprises, nourrit le chômage et provoque une grande régression sociale dans les pays qui l'ont adopté et divise des nations européens.
- Créer une nouvelle monnaie nationale, coordonnée à une monnaie commune européenne.
- Placer la Banque de France sous l'autorité du pouvoir politique car la monnaie est un instrument de politique économique qui doit être à disposition du gouvernement.
- Faire de l'Euro une simple monnaie de réserve et proposer la création d'un nouveau Système Monétaire Européen de parités fixes révisables élargi à des pays comme la Grande-Bretagne, la Suède, le Danemark et la Russie.
- Inscire dans les statuts de la Banque de France l'objectif de défense de l'emploi, en plus de la lutte contre l'inflation.
- Défendre une parité compétitive pour le nouveau franc afin de favoriser les entreprises qui produisent sur le territoire national et donc l'emploi (pour l'exportation comme pour permettre une compétition plus équitable avec les importations).

#### L'instauration d'un protectionnisme intelligent

Si le libre-échange entre des pays de niveau économique comparable peut être bénéfique, en revanche, une compétition par trop déloyale ne nous est pas favorable. Or, la compétition internationale est aujourd'hui profondément déloyale, pour de nombreuses raisons : le niveau des salaires, le niveau de protection sociale, les normes environnementales qui font fuir nos industriels, le protectionnisme non tarifaire (normes ou autres, en Asie comme en Allemagne), le protectionnisme monétaire avec des monnaies sous-évaluées. Dans ces conditions, le libre-échange détruit progressivement notre tissu industriel et appauvrit notre pays.

Mes propositions pour rétablir la loyauté de la concurrence sont les suivantes :

- **Instaurer un protectionnisme sélectif, si possible aux frontières de l'Europe.** Des droits de douane ciblés permettront de lutter contre le dumping social, fiscal et environnemental. Proposer une réforme de l'OMC, pour permettre ce protectionnisme régional, ou en sortir.
- Rompre avec la logique du libre échange intégral en proposant de faire reposer le commerce mondial sur des zones régionales homogènes de libre échange. Appliquer cette logique en Europe en distinguant les pays de l'Est, où les salaires peuvent être dix fois plus bas qu'en France.
- Protéger les différentes zones en fonction du niveau d'harmonisation sociale, fiscale et environnementale par des droits de douane reversés en partie aux pays dont on se protège. Ainsi, la compétition commerciale resterait loyale et ne pousserait pas à une harmonisation par le bas.
- Faire que la France se représente elle-même à l'OMC au lieu de l'être par l'UE. Promouvoir le principe d'équilibre des balances commerciales (qui avait été admis par l'ONU avec la Charte de la Havane). Proposer une réforme de l'OMC pour permettre les accords régionaux ou en sortir.
- **Adopter une grande loi sur le Patriotisme Economique afin de favoriser la production en France :**
  - Bonus / malus fiscaux en fonction du réinvestissement des bénéfices en France.
  - Conditionner l'aide aux entreprises innovantes à leur maintien en France.
  - Etiquetage obligatoire des produits de grande consommation « fabriqués en France ».
  - Obliger les administrations à acheter français.
  - Rétablir un système d'actions préférentielles (« golden share ») pour les entreprises stratégiques, afin d'éviter leur rachat par des investisseurs étrangers.

#### Une politique industrielle volontariste privilégiant les technologies d'avenir

La désindustrialisation accroît le chômage et les déficits, et nous place sous dépendance étrangère. L'Union européenne, le PS et l'UMP ont abandonné notre industrie au nom de l'anarchie économique. Nous ne devons pas nous reposer sur nos quelques niches déclinantes (Airbus,...). **L'économie de demain sera pourtant industrielle : technologies vertes, informatique, nanotechnologies,...**

**Outre l'instauration d'un protectionnisme intelligent** qui a vocation à rétablir la loyauté de la concurrence industrielle internationale, je propose :

- **De créer un nouveau Commissariat au Plan chargé de définir les filières à développer en priorité :** énergies renouvelables, transports non polluants, recyclage, biotechnologies, nanotechnologies... Ces filières seront portées par de nouveaux pôles de compétitivité associant enseignement, recherche privée et publique, production et commercialisation ; elles seront soutenues financièrement par la Caisse de Dépôts et Consignations.
- **D'atteindre l'objectif de 3% du PIB consacré à la recherche et au développement.** Mieux articuler recherche et enseignement et revaloriser sensiblement la condition de chercheurs.
- **D'adopter une Loi de Promotion des Petites Entreprises :**
  - Simplification des démarches administratives.
  - Attribution d'une part importante des marchés publics.
  - Orientation du crédit vers leur financement par des avantages fiscaux (réduction de moitié de l'impôt sur les sociétés des PME qui réinvestissent en France).

## Une réforme fiscale en faveur du travail et des PME

Le système fiscal français est absurde et digne de l'Ancien Régime : les contribuables les plus pauvres et les PME payent plus d'impôts que les plus riches et les grandes entreprises. L'UMP comme le PS sont responsables de cette situation et y ont été encouragés par la concurrence fiscale qui sévit sans aucun frein au sein de l'Union européenne du fait de la mondialisation. Mais ce n'est pas une fatalité. Je propose donc une vaste réforme fiscale républicaine qui repose sur quatre grands principes : favoriser l'investissement et l'activité en France, rétablir la progressivité afin que les riches payent réellement plus que les pauvres, favoriser les PME et taxer plus les grandes entreprises, simplifier la législation fiscale.

Mes propositions sont les suivantes :

- **Réduire les charges sociales en mettant à contribution les produits étrangers.**
- **Réduire drastiquement les niches fiscales et sociales**, qui profitent à une petite minorité, pour simplifier notre fiscalité et la rendre plus juste. Introduire le prélèvement à la source pour simplifier l'administration de l'impôt et lutter contre la fraude.
- **Mettre en place un système d'imposition lié à la nationalité**, quelque soit le lieu de résidence (celui qui ne le paie pas ne pouvant plus accéder au territoire national).
- **Introduire une nouvelle tranche d'impôt sur le revenu à 50%** pour les plus hauts revenus
- **Revenir sur la baisse de la fiscalité sur les stock-options** mise en place par les socialistes et considérer toutes les plus-values comme des revenus comme les autres, et donc soumis aux cotisations sociales et à l'impôt.
- **Diviser par deux l'impôt sur les sociétés portant sur les bénéfices réinvestis en France** afin d'inciter les entreprises à investir plutôt qu'à verser leurs bénéfices sous forme de dividende.
- **Exonérer de charges sociales pendant cinq ans le recrutement d'un chômeur de longue durée par une PME.**

\*\*\*

Si vous souhaitez obtenir plus de précisions sur le chiffrage de mes propositions et sur l'équilibre économique global de mon projet, je vous invite à consulter le lien suivant : <http://debout-la-republique.fr/sites/default/files/chiffrageprojet.pdf>. Vous y trouverez notamment une planification détaillée du budget de l'Etat que mon gouvernement proposera de 2012 à 2017.

En espérant avoir satisfait à vos interrogations, je vous prie de recevoir, Madame, Monsieur, mes salutations les plus sincères.

**Nicolas DUPONT-AIGNAN**

*Candidat à la présidence de la République*

*Député de l'Essonne - Maire d'Yerres*